

**Intervention finale de Luc BÉRILLE,
secrétaire général de l'UNSA**

En organisant ce rassemblement commun avec la CFDT et nos amis des Commissions Ouvrières et des TUC que je remercie encore pour leur présence, l'UNSA a fait le choix d'un 1^{er} mai de clarté.

Il n'y a pas d'autre urgence, d'autre priorité que l'emploi, dans toute l'Europe, mais en France en particulier.

Pour lutter pour l'emploi, il n'y a pas une mesure, une baguette magique. Il faut une volonté, une mobilisation systématique, sur toutes les composantes qui font l'emploi (la création d'emplois, la lutte contre la précarité, la formation, la sécurisation des parcours professionnels, l'investissement), à tous les niveaux (européen, national, des branches, de l'entreprise, dans les régions, au plus près des bassins d'emplois), et, surtout, avec ceux qui font, les entreprises et leurs représentants, les salariés et leurs syndicats, les autorités publiques, dans le cadre d'un vrai dialogue social.

C'est en ce sens que l'UNSA s'est engagé en soutenant la démarche du pacte de responsabilité qui n'est un chèque en blanc sur rien mais une mobilisation dans laquelle le syndicalisme, et le syndicalisme réformiste en particulier, doit peser pour que les contreparties soient concrètes, réelles, utiles pour les salariés.

C'est en ce sens aussi que nous avons dit notre compréhension du besoin de résorber la dette publique mais aussi, avec fermeté, notre exigence d'un rééquilibrage social dans la façon d'y parvenir et notre désaccord, qui nous amènera dans la rue le 15 mai, avec la condamnation des fonctionnaires à 7 ans de blocage salarial.

Dans tous ces dossiers où nous agissons nationalement, la question du relais européen est décisive. Oui, les choses sont difficiles en France, mais elles le sont d'autant plus que l'Europe est aujourd'hui défaillante, pas parce que c'est l'Europe, mais parce que l'orientation politique qui y est majoritaire aujourd'hui n'en fait pas le lieu de mutualisation partielle de la dette, de solidarité et d'impulsion, économique et sociale qui tirerait tous ses états membres au lieu de les enfoncer dans leurs difficultés.

Alors, voilà pourquoi nous avons voulu un 1^{er} mai centré sur l'Europe, et encore plus à quelques semaines d'élections européennes où tous les citoyens européens seront placés devant un choix décisif.

Jamais le Parlement européen n'aura eu autant de pouvoir, jamais il n'aura eu, comme c'est le cas maintenant, celui de désigner le président de la commission européenne au nom des citoyens européens que nous sommes. Alors, ne laissons pas faire des choix à notre place, utilisons notre droit de vote citoyen pour que les tenants d'une Europe sociale pèsent en Europe ! Ne laissons pas la menace populiste et xénophobe, qui frappe à la porte en France comme dans toute l'Europe, s'installer pour distiller ses solutions antidémocratiques et catastrophiques sur les plans sociaux et économiques !

Merci à vous d'avoir répondu à notre appel en ce 1^{er} mai ! Et continuons ce combat pour un syndicalisme utile, concret, crédible, en France comme en Europe !